

Sénégal/ Après la confirmation de sa condamnation en appel Khalifa Sall a " l'intention " de saisir la Cour suprême

AFP

Dakar/Sénégal

Le maire de Dakar Khalifa Sall, condamné jeudi en appel à cinq ans de prison ferme pour escroquerie, a "l'intention" de saisir la Cour suprême contre cette décision et n'est "pas privé" à ce stade de la course à la présidentielle de 2019, ont indiqué des membres de son entourage.

"Pour le moment, Khalifa Sall n'est pas privé de la compétition pour le présidentielle. Pour l'instant, il peut encore être candidat, tant qu'une condamnation définitive n'a pas été prononcée", a déclaré à l'AFP une proche collaboratrice du maire de Dakar ayant requis l'anonymat, après l'annonce de la décision de la cour d'appel confirmant la peine prononcée en première instance.

"Il peut toujours être candidat. Il conserve encore sa chance d'être candidat et d'être éligible. Il n'a pas encore perdu ses chances", a abondé devant la presse l'un de ses avocats, Ciré Clédor Ly.

"Ce sont des arguments de droit que je ne vais pas développer ici", a-t-il ajouté.

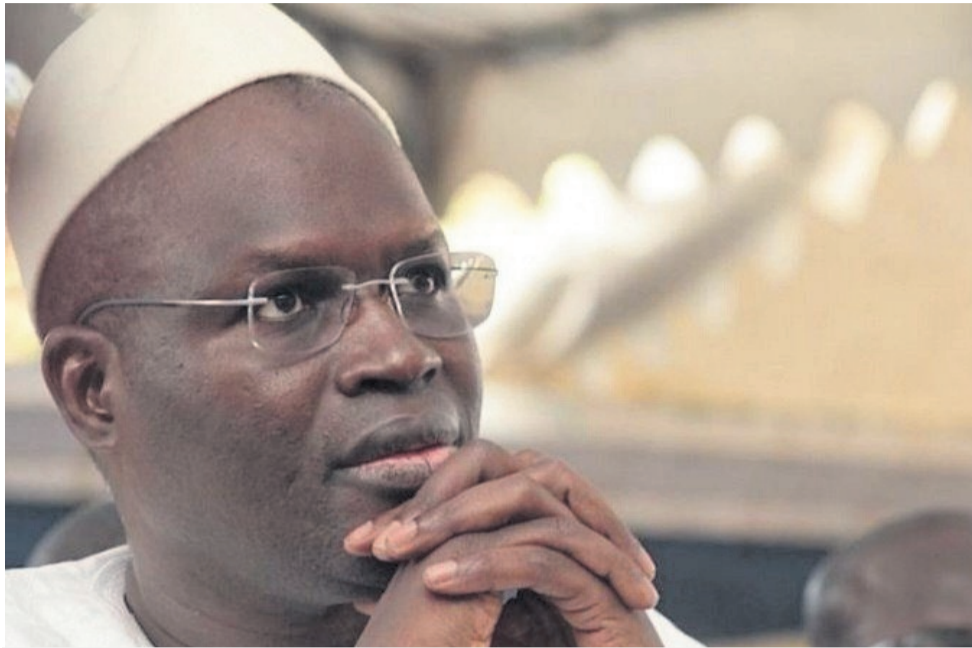


Photo : AFP

Khalifa Sall : verdict confirmé

"Il reste l'étape de la Cour suprême, qu'il a l'intention de saisir", a souligné la collaboratrice du maire.

"S'il est condamné définitivement avant la date de clôture des candidatures", entre le 11 et le 26 décembre, il sera alors effectivement exclu de la course, a-t-elle ajouté, en évoquant une "course contre la montre".

"Khalifa Ababacar Sall: le tribunal confirme le jugement" rendu en première instance, a indiqué lors

d'une audience publique le président de la cour d'appel Demba Kandji, en l'absence du maire de la capitale sénégalaise, en détention provisoire depuis mars 2017 et qui a boudé la fin de son procès en appel en juillet.

La cour d'appel a également condamné Khalifa Sall et trois de ses huit co-accusés à verser "solidairement" la somme de 1,8 milliard de francs CFA (environ 2,75 millions d'euros) à l'Etat du Sénégal.

Khalifa Sall, 62 ans, a annoncé son intention de défier dans les urnes le président sortant Macky Sall lors de la présidentielle de 2019.

Khalifa Sall avait été condamné en première instance pour "escroquerie portant sur des fonds publics" et "faux en écriture", pour le détournement d'environ 2,5 millions d'euros prélevés entre 2011 et 2015 sur les caisses de la Ville de Dakar.

France/Défense

Macron prône la "solidarité" entre Etats de l'UE en cas d'attaque armée

AFP

Helsinki/ Finlande

LE président français Emmanuel Macron a proposé jeudi à Helsinki la mise en place d'une "solidarité quasi-automatique" entre Etats européens en matière de défense qui entraînerait leur intervention si l'un d'entre eux était attaqué.

"Notre volonté est clairement que l'Europe assume son autonomie stratégique et renforce sa solidarité en matière de défense", a déclaré M. Macron au cours d'une conférence de presse avec son homologue finlandais. Il a pour cela proposé que soit envisagée "une solidarité renforcée quasi-automatique, ce qui fera qu'entre Etats membres qui seront d'accord avec cette réforme, nous pourrions avoir une véritable solidarité d'intervention si un Etat était attaqué".

Cela nécessitera de "refonder" les traités européens, en particulier l'article 47.2 du Traité de Lisbonne qui porte sur l'assistance mutuelle entre Etats, que la France a déclenché pour la



Photo : AFP/ L'union

Emmanuel Macron a proposé hier la mise en place d'une solidarité quasi-automatique entre Etats européens.

première fois après les attentats du 13 septembre 2015 à Paris.

Cette réforme permettrait à l'UE d'avoir "une espèce d'article 5 renforcé", a précisé le président, en faisant allusion à la disposition de l'Otan qui stipule qu'une "attaque armée" contre un des pays membres est "considérée comme une attaque dirigée contre toutes les parties", déclenchant ainsi une assistance au secours de l'Etat concerné.

Emmanuel Macron a indiqué que cette "avancée" n'était "pas contraire" à l'Otan, qui "reste une al-

liance importante et stratégique". "Mais nous avons besoin d'une solidarité renforcée" entre Européens, selon lui.

L'UE tente de s'adapter au nouveau contexte géopolitique lié à la volonté du président Donald Trump de réduire l'implication des Etats-Unis dans la défense de l'Europe.

Un Fonds européen de Défense doit être mis en place en 2019 pour développer les capacités militaires des Etats membres et promouvoir l'indépendance stratégique de l'UE. Paris a parallèlement initié avec

huit partenaires un groupe européen d'intervention destiné à être capable de mener rapidement une opération militaire, une évacuation dans un pays en guerre ou d'apporter une assistance en cas de catastrophe.

Des mesures pour "renforcer les initiatives de défense commune" seront proposées "dans les prochains mois", a précisé l'entourage de M. Macron. Dans son discours devant les ambassadeurs français lundi, il avait appelé à "tirer toutes les leçons de la Guerre froide", jugeant que l'Europe ne pouvait "plus remettre sa sécurité aux seuls Etats-Unis".

A ce titre, il a également appelé jeudi à "faire l'aggiornamento complet de notre relation avec la Russie" pour ne pas rester sur "des erreurs ou des incompréhensions des deux dernières décennies". "Notre intérêt est d'avoir des partenariats stratégiques, y compris en matière de défense, avec nos voisins les plus proches", a-t-il ajouté.

Du Sortir... Restaurants

NOMAD

BUFFET MIX GRILL

25.000 FCFA par personne

Tous les dimanches à partir de 12H

RÉSERVATIONS:
05 40 77 17 / 05 65 24 17

CASINO CROISSETTE

LE LOUNGE & LES JEUX

JEUDI 6 SEPTEMBRE

à partir de 22h

EVIVA INTEGRAAL

LANDRY IFOUTA

En Concert

Réservations : 07 38 17 41

publi.com Tél : 04 10 03 91
07 17 34 20